

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 05 octobre 2020

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	68	12

N° de la séance : 22

Objet de la délibération : Direction des Ressources Humaines - Mise à disposition partielle du Directeur des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux - Convention de mutualisation - Renouvellement

- Original
 - Expédition certifiée conforme à l'original
- Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2020.188

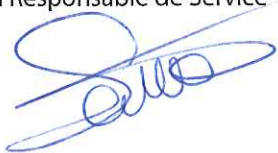
Date de la convocation :
Le 29/09/2020

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage **13 OCT 2020**
en date du

de la réception s/Préfecture
en date du **14 OCT. 2020**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

L'an deux mil vingt et le 05 octobre à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Chapiteau des Espaces du fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois d'octobre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Dominique TRABAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Laurent CHARTIER, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Valérie ROLLAND, Hassan EL JAZOULI, Marie OZENDA, Marion MUSSO, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOU HUGUENIN VUILLEMIN, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

Jean-Paul ARNAUD à René TRASTOUR, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Alain BERNARD à Marika ROMAN

ABSENTS :

Marc Malfatto, Alexis Argenti, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Françoise THOMEL, Marc BORIOSI, Isabelle GARCIA, Alexandra BORCHIO-FONTIMP, Delphine CAROSI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur POMA,

La ville d'Antibes Juan-les-Pins et la CASA sont engagées dans un processus de coopération renforcée, avec un objectif à long terme d'amélioration du service rendu aux habitants et d'efficacité de l'action publique grâce au partage des moyens et des compétences.

Dans le cadre de ce processus, afin d'optimiser la cohérence et la complémentarité des politiques menées, la ville d'Antibes Juan-les-Pins et la CASA se sont dotées en 2017 d'un Directeur des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux mutualisé, rattaché au Directeur Général des Services.

La convention de mutualisation étant arrivée à échéance, la ville d'Antibes Juan-les-Pins et la CASA conviennent de poursuivre cette collaboration.

La méthode retenue pour mutualiser le Directeur des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux entre la ville d'Antibes Juan-les-Pins et la CASA est la mise à disposition partielle en application de l'article 61 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 susvisée.

Cette modalité constitue le montage le mieux adapté à cette étape de convergence des actions menées par la ville d'Antibes Juan-les-Pins et la CASA et d'harmonisation des procédures. Ce montage participe également à la volonté d'avoir une gestion partagée, efficiente et de proximité.

Le Directeur des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux ainsi mis à disposition poursuivra la coordination des Services Affaires Juridiques et Assemblées, afin de permettre une meilleure efficacité de l'activité administrative, un partage d'expertise et de compétences juridiques.

Il est demandé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les termes de la convention de mutualisation du Directeur des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le vice-président délégué aux Ressources Humaines à signer ladite convention ;
- d'autoriser Monsieur le vice-président à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver les termes de la convention de mutualisation du Directeur des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le vice-président délégué aux Ressources Humaines à signer ladite convention ;

- d'autoriser Monsieur le vice-président à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 05 octobre 2020
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

CONVENTION DE MUTUALISATION
Mise à disposition partielle
du Directeur des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux

ENTRE

La commune d'Antibes Juan-les-Pins représentée par son Maire Monsieur Jean LEONETTI dûment autorisé à signer la présente convention selon la délibération du conseil municipal en date du 25 septembre 2020 annexée,

Dénommée « la ville d'Antibes Juan-les-Pins »,

D'une part,

ET

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis représentée par son Vice-Président Monsieur Frédéric POMA, dûment autorisé à signer la présente convention selon la délibération du conseil communautaire en date du 5 octobre 2020 annexée,

Dénommée « la CASA »,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment ses articles 61 à 63 ;

Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

Vu la délibération du conseil communautaire de la CASA en date du 5 octobre 2020 approuvant la présente convention de mise à disposition partielle entre la ville d'Antibes Juan-les-Pins et la CASA pour le partage de l'emploi de Directeur des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux ;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville d'Antibes Juan-les-Pins en date du 25 septembre 2020 approuvant la présente convention de mise à disposition partielle entre la ville d'Antibes Juan-les-Pins et la CASA pour le partage de l'emploi de Directeur des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux ;

PREAMBULE

La ville d'Antibes Juan-les-Pins et la CASA sont engagées dans un processus de coopération renforcée, avec un objectif à long terme d'amélioration du service rendu aux habitants et d'efficacité de l'action publique grâce au partage des moyens et des compétences.

Dans le cadre de ce processus, afin d'optimiser la cohérence et la complémentarité des politiques menées, la ville d'Antibes Juan-les-Pins et la CASA se sont dotées en 2017 d'un Directeur des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux mutualisé, rattaché au Directeur Général des Services.

La convention de mutualisation étant arrivée à échéance, la ville d'Antibes Juan-les-Pins et la CASA conviennent de poursuivre cette collaboration.

La méthode retenue pour mutualiser le Directeur des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux entre la ville d'Antibes Juan-les-Pins et la CASA est la mise à disposition partielle en application de l'article 61 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 susvisée.

Cette modalité constitue le montage le mieux adapté à cette étape de convergence des actions menées par la ville d'Antibes Juan-les-Pins et la CASA et d'harmonisation des procédures. Ce montage participe également à la volonté d'avoir une gestion partagée, efficiente et de proximité.

Le Directeur des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux ainsi mis à disposition poursuivra la coordination des Services Affaires juridiques et Assemblées des deux entités, afin de permettre une meilleure efficacité de l'activité administrative, un partage d'expertise et de compétences juridiques.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités pratiques de la mise à disposition partielle du Directeur des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux de la Ville d'Antibes Juan-les-Pins auprès de la CASA, notamment en ce qui concerne l'organisation courante, la situation du fonctionnaire concerné et les conditions financières de remboursement.

ARTICLE 2 : PERIMETRE DE LA MISE A DISPOSITION

Les missions du fonctionnaire mis à disposition de la CASA sont celles du Directeur des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux, suivant la répartition suivante :

- 50 % auprès de la ville d'Antibes Juan-les-Pins
- 50 % auprès de la CASA

ARTICLE 3 : NATURE DES FONCTIONS EXERCEES PAR LE DIRECTEUR DES AFFAIRES GENERALES, DU JURIDIQUE ET DU CONTENTIEUX MIS A DISPOSITION

Les missions du fonctionnaire mis à disposition sont les suivantes :

- Favoriser le partage d'expérience, l'harmonisation et la mise en commun des procédures,
- Management des deux services de la CASA : Assemblées et Affaires Juridiques,
- Management de la Direction des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux de la ville d'Antibes Juan-les-Pins.

ARTICLE 4 : SITUATION DU DIRECTEUR MIS A DISPOSITION

Le Directeur des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux est de plein droit mis à disposition partielle de la CASA pendant la durée d'exécution de la présente convention.

Le Directeur des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux sera individuellement informé de sa mise à disposition partielle.

Il demeure en position d'activité au sein des services de la ville d'Antibes Juan-les-Pins dans les conditions légales et statutaires applicables à son grade et à son emploi.

Les conditions de la mise à disposition sont fixées par les articles 61 à 63 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 précité et par son décret d'application n°2008-580 du 18 juin 2008 précité.

Le Directeur mis à disposition perçoit la rémunération brute, versée par la ville d'Antibes Juan-les-Pins, correspondant à son grade ou à son emploi d'origine, sans complément de rémunération de la part de la CASA.

ARTICLE 5 : RATTACHEMENT HIERARCHIQUE DU DIRECTEUR MIS A DISPOSITION

Le Directeur des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux est placé sous la responsabilité et le contrôle du Directeur Général des Services mutualisé de la ville d'Antibes Juan-les-Pins et de la CASA, en fonction des missions accomplies respectivement pour le compte de la ville d'Antibes Juan-les-Pins ou de la CASA.

Evaluation Annuelle :

Le Directeur Général des Services mutualisé de la ville d'Antibes Juan-les-Pins et de la CASA établit, après entretien avec le Directeur des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux mis à disposition, un rapport sur sa manière de servir, qu'il assortit d'une proposition d'évaluation (appréciation générale littéraire). Ce rapport est ensuite transmis à l'intéressé qui peut y apporter ses observations.

Le Maire de la ville d'Antibes Juan-les-Pins, en sa qualité d'autorité investie du pouvoir de nomination, exerce le pouvoir disciplinaire et prend les décisions relatives à la discipline de l'agent. Il peut déclencher une procédure disciplinaire sur saisine du Président de la CASA.

ARTICLE 6 : INSTANCES DE REPRESENTATION

La commission administrative paritaire de la Commune reste compétente pour connaître de la situation individuelle du Directeur mis à disposition en sa qualité de fonctionnaire de la ville d'Antibes Juan-les-Pins.

Les questions collectives, notamment en termes d'organisation des services, ou d'hygiène de sécurité et des conditions de travail seront examinées par le comité technique (CT) et le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) compétents : ville d'Antibes Juan-les-Pins ou CASA en fonction des dossiers.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITE

Chaque partie reste responsable juridiquement, vis-à-vis des tiers, des décisions prises dans l'exercice de ses compétences.

ARTICLE 8 : CONDITIONS DE REMBOURSEMENT ET MODALITES FINANCIERES

Les montants des rémunérations versées au Directeur des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux mis à disposition, des cotisations et contributions afférentes versées par la ville d'Antibes Juan-les-Pins sont remboursés, à hauteur de la mise à disposition partielle, soit 50 %, par la CASA.

Ce remboursement est effectué par titre de recettes à échéance annuelle (1er janvier) émis par la ville d'Antibes Juan-les-Pins à l'encontre de la CASA.

ARTICLE 9 : RAPPORT ANNUEL AU COMITE TECHNIQUE

Un rapport annuel concernant la présente mise à disposition sera transmis, pour information, au Comité Technique de la ville d'Antibes Juan-les-pins et de la CASA, en application de l'article 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 susvisée.

ARTICLE 10 : DATE D'EFFET, DUREE ET RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La présente convention est prévue pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} mai 2020.

Elle ne peut être renouvelée que par reconduction expresse.

ARTICLE 11 : AVENANT ET RESILIATION DE LA CONVENTION

Toute modification n'entraînant pas un bouleversement de l'économie générale de la présente convention fait l'objet d'un avenant accepté par les deux parties. Dans le cas contraire, une nouvelle convention est conclue.

La présente convention peut être dénoncée librement, par l'une ou l'autre des parties, pour un motif d'intérêt général lié à la bonne organisation de ses services, à l'issue d'un préavis de 3 mois, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, il est effectué un récapitulatif financier afin que la CASA s'acquitte des sommes restantes à payer.

En cas de non-paiement, la présente convention peut être résiliée par la ville d'Antibes Juan-les-Pins de façon unilatérale, un mois après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet, sans préjudice de tous dommages et intérêts.

Tout manquement de l'une ou l'autre des parties aux obligations qu'elle a en charge, aux termes de la présente convention, entraîne, si bon semble au créancier de l'obligation inexécutée, la résiliation de plein droit de la présente convention, un mois après mise en demeure d'exécution par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet.

ARTICLE 12 : JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE LITIGE

La ville d'Antibes Juan-les-Pins et la CASA s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable avant de soumettre le différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout litige portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention est porté devant le tribunal administratif de Nice.

Fait à

Le

En 2 exemplaires originaux

Pour la ville d'Antibes Juan-les-Pins

Pour la CASA

Jean LEONETTI

Maire d'Antibes Juan-les-Pins

Frédéric POMA

Vice-président de la Communauté
d'Agglomération Sophia-Antipolis

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 05/10/2020
Numéro : CC_2020_188
Nature : DE - Deliberations
Objet : Mise à disposition partielle du Directeur des Affaires
Générales, du Juridique et du Contentieux - Convention
de mutualisation - Renouvellement
Matière : 4.1 - Personnel titulaires et stagiaires de la F.P.T.

Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : HdXdrZ4

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 14/10/2020
Identifiant : 006-240600585-20201005-CC_2020_188-DE

Acte reçu

Date : 05/10/2020
Numéro interne : CC_2020_188
Code nature : 1
Code matière 1 : 4
Code matière 2 : 1
Objet : Mise à disposition partielle du Directeur des Affaires
Générales, du Juridique et du
Contentieux - Convention de mutualisation - Renouvellement
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20201005-CC_2020_188-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20201005-CC_2020_188-DE-1-1_2.PDF

N